

Madame la ministre de la Justice, Garde des Sceaux,
Monsieur le Préfet,
Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Elus régionaux,
départementaux et municipaux,
Mesdames et Messieurs les représentants des forces armées et de la
police nationale et municipale,
Mesdames et Messieurs les représentants des cultes, les présidents et
représentants associatifs,
Cher Mohamed Azizi, Cher Michel Serfaty Co-Présidents de l’Amitié Judéo
Musulmane de France et récipiendaires du Prix Edwige Elkaïm- Sebban

Chers amis,

A l'image du dîner du CRIF que nous organisons à Paris, les dîners annuels de nos délégations régionales sont pour nous l'occasion d'un échange franc, direct et sans complaisance.

Ils ont toujours une saveur particulière, celle des moments d'unité républicaine.

Un temps de dialogue, parfois critique mais toujours sincère, où les acteurs de la vie républicaine se retrouvent autour d'une même table, dans une convivialité chaque fois renouvelée.

Merci à Yves Gananssia président dynamique du CRIF Grenoble Dauphiné et à son équipe, de nous donner ce soir cette opportunité en présence de madame la ministre de la justice, Garde des sceaux et de tant de personnalités politiques, civiles et religieuses, donnant ainsi au CRIF une incontestable représentativité auprès des pouvoirs publics et des corps constitués.

La délégation du CRIF Grenoble Dauphiné a toujours manifesté une grande implication dans la vie de la cité et la défense des valeurs républicaines.

Chers amis, nous le savons, notre modèle français est en crise.

Une crise profonde, qui nous interroge, précisément, sur notre capacité à préserver et défendre cette liberté de débattre et de penser.

Car, comme à d'autres moments de l'Histoire, cette liberté est aujourd'hui menacée par la montée de forces identitaires et totalitaires, dont en premier chef bien entendu l'islam radical, même s'il n'est malheureusement pas la seule menace, j'y reviendrai ce soir.

Les Juifs, les journalistes, les militaires et les policiers, longtemps cibles privilégiées des terroristes islamistes, ont compris avant le reste de nos compatriotes que la haine qui les visait ne s'arrêterait pas à eux. Qu'elle portait déjà en germe, les attentats ne visant plus des Français spécifiques mais les Français en général.

Trop longtemps, beaucoup de nos concitoyens ne pouvaient ou ne voulaient pas entendre que le nouvel antisémitisme qui vise depuis l'an 2000 les Juifs de France adresse bien son message à tous les Français.

Ainsi depuis 2000, la lutte contre l'antisémitisme est restée malheureusement une préoccupation majeure du CRIF, avec chaque année des centaines d'actes et de violences antisémites enregistrées.

Après le meurtre d'Ilan Halimi et le massacre de l'école Ozar Ha Torah à Toulouse, la haine anti juive frappait une nouvelle fois en France, le 9 janvier 2015 à l'Hypercacher, 2 jours après la tuerie de Charlie Hebdo.

Elle venait renforcer alors le sentiment de solitude et d'abandon qui avait commencé à envahir la communauté juive de France. Sentiment terrible de devoir, par sécurité, vivre retranché, voire parfois de devoir s'effacer.

Sentiment angoissant, de voir nombre de nos compatriotes sembler rester alors aveugles, sourds et muets face aux drames qui se jouaient.

Depuis les attentats de novembre 2015, ce sentiment de solitude a nettement reculé.

Tous les Français savent désormais que c'est la France entière qui est attaquée. La France, sa culture, sa liberté, son mode de vie et sa vision du monde.

La bataille contre l'antisémitisme sera longue et la menace reste présente.

Car oui, l'antisémitisme tue encore. Et, oui, ces meurtres sont aujourd'hui encore le fruit d'une idéologie énoncée qui inculque la haine des Juifs.

D'Ilan Halimi à l'Hypercacher, de l'école Ozar Hatorah à Sarah Halimi, l'actualité rappellent à ceux qui parfois l'oublie qu'être juif, hier comme aujourd'hui, c'est malheureusement souvent être une cible.

De délinquants ordinaires en loups solitaires, ou malades psychiatriques, tout a été tenté pour ne pas reconnaître qu'en France des Juifs étaient agressés ou même tués parce que Juifs.

Tout a été fait pour refuser d'admettre cette nouvelle réalité de la société Française : les préjugés antisémites et l'antisémitisme sont devenus un marqueur chez une partie de nos concitoyens.

Notre société peine à affronter cette nouvelle réalité et à reconnaître l'évidence de nommer le mal lorsque qu'il s'agit d'une victime Juive.

Nous devons faire face à certains silences qui entourent certains crimes.

Aussi nous n'accepterons plus que la folie réelle ou supposée des auteurs de tels actes vienne en effacer le caractère antisémite.

Cet argument, lancinant, est vécu par les victimes comme une chape de plomb posée sur leur douleur

J'en tiens pour preuve l'assassinat de Sarah Halimi, en avril, torturée puis défenestrée à Paris aux cris d'Allah hou Akbar par un homme radicalisé, qui la savait juive.

Nous demandions dès le premier jour, que toute la vérité soit publiquement révélée sur cet assassinat sordide et surtout que le caractère antisémite de l'acte soit reconnu.

C'est enfin chose presque faite avec le réquisitoire supplétif du parquet demandant au juge de l'inscrire au dossier.

Nous nous en réjouissons même s'il nous a fallu mener un combat difficile pour obtenir ce qui pour nous était une évidence dès le premier jour :

Sarah Attal-Halimi n'a pas été assassinée parce qu'elle se trouvait par hasard sur le chemin du tueur, ni parce qu'elle habitait cet immeuble, ni parce qu'elle était directrice de crèche. Non Sarah Attal-Halimi a été massacrée parce qu'elle était juive et pour cette seule et unique raison.

Le caractère antisémite de ce meurtre inscrit au dossier, fera du procès à venir non seulement le procès d'un assassin mais aussi celui de l'antisémitisme qui tue aujourd'hui en France.

Si les actes et violences antisémites sont en net recul en 2016, l'antisémitisme reste à un niveau historiquement élevé. Et les Juifs qui représentent moins de 1% de la population continuent de concentrer, plus de 30% des actes racistes.

Les ferments de l'antisémitisme sont, eux toujours présents.

Je veux rappeler ici l'odieuse agression commise il y quelques semaines à peine à peine contre une famille juive de Livry-Gargan, en région parisienne, agressée, violentée et ligotée à son domicile parce que les agresseurs imaginaient que les Juifs avaient tous de l'argent.

Les Français Juifs sont inquiets car l'antisémitisme a toujours su se réinventer et prendre des formes nouvelles :

Le terrorisme antisémite des djihadistes, l'antisémitisme politique de l'extrême-droite, l'antisémitisme antisioniste de l'extrême-gauche, l'antisémitisme religieux d'une partie du monde musulman... Ce ne sont là que les principales variations actuelles d'une même rengaine plus ancienne.

Ces derniers mois, c'est notamment le développement des activités du mouvement BDS, qui appelle, de manière parfaitement illégale, au boycott de l'Etat d'Israël, qui nous inquiète.

Ce mouvement d'appel au boycott d'une nation, et une seule – Israël, est insupportable pour les Juifs de France, tant l'obsession vis-à-vis du seul Etat juif cache mal une obsession vis-à-vis des Juifs tout court.

Madame la Ministre, l'appel au boycott est illégal dans notre pays. La loi doit s'appliquer. Les associations qui le promeuvent doivent être condamnées et leurs manifestations interdites.

Malheureusement, ces dérapages ne se limitent pas à la société civile. Nous avons en effet vu, ces dernières années des mairies d'extrême-gauche, en l'occurrence communistes, décerner le titre de citoyen d'honneur à Marwan Barghouti, terroriste condamné par la justice d'un pays démocratique, Israël, pour le meurtre de civils.

Jusqu'où devons-nous accepter ces renoncements à nos principes ? Décerner le titre de citoyen d'honneur à un terroriste, c'est pratiquer l'apologie du terrorisme.

A ceux qui par ignorance ou parfois par clientélisme l'oublent, je veux simplement rappeler qu'Israël est une démocratie, la seule de la région, alliée de la France.

Lorsque que la France, à l'UNESCO ou dans d'autres instances internationales, choisit, par son vote, d'aligner sa position sur celle des pires dictatures du monde face à Israël, elle ne trahit pas seulement la solidarité naturelle qui devrait unir deux démocraties, elle trahit ses propres valeurs.

C'est au nom de ces valeurs communes que je souhaite que l'année 2018, au cours de laquelle nous célébrerons une saison culturelle croisée France-Israël, soit l'occasion de réaffirmer l'amitié et la solidarité entre notre pays et l'Etat d'Israël.

L'antisémitisme et l'islamisme témoignent d'un véritable défi lancé à la République et illustrent la nature du combat qui s'ouvre devant nous.

Nous sommes engagés dans une bataille culturelle qui s'exprime dans des termes clairs : elle oppose républicains et identitaires.

Pour les Juifs, le choix de la République n'est pas une question ; il est une évidence, comme il l'est pour tant d'autres républicains sincères.

Dans le camp des identitaires, se retrouvent bien entendu les islamistes, mais aussi autour d'eux tous les partisans d'une société multiculturaliste et les tenants du relativisme culturel.

Le camp des identitaires, c'est également l'extrême-droite, mais aussi tous ceux qui se satisfont de la banalisation de ses thèses racistes et xénophobes.
C'est au fond le camp de l'entre-soi et du dogmatisme.

A l'extrême-droite, à l'extrême-gauche, ou malheureusement au sein d'une partie des Français musulmans, le rejet de la République et de ses valeurs marque des points.

Chers amis, au fond, ce que souhaitent tous les ennemis de la République, c'est faire reculer l'universalisme républicain, c'est-à-dire cette ambition de toujours faire triompher l'esprit des Lumières sur l'obscurantisme.

Pour ré-enchanter la promesse républicaine, il nous faut d'abord dénoncer sans compromission la xénophobie et le populisme qui sapent les fondements de notre démocratie.

Réaffirmer l'universalisme républicain face aux identitaires, c'est assumer que l'école publique doit enseigner l'histoire de France de la même façon quels que soient les élèves qui composent la classe.

C'est assumer que le combat pour l'égalité entre hommes et femmes, qui a modelé la société française contemporaine, ne s'arrête pas aux portes de certains quartiers au nom du relativisme culturel.

L'universalisme républicain, c'est faire en sorte que l'école soit en mesure de tenir sa promesse d'égalité des chances ;

C'est refuser aussi que la laïcité soit instrumentalisée par l'extrême-droite identitaire ; comme refuser qu'elle soit brocardée comme une ennemie des minorités religieuses ;

L'universalisme républicain, c'est aussi refuser de communautariser l'antiracisme, en laissant se tenir des séminaires dits « décoloniaux » interdits je cite aux non-racisés, entendez aux Blancs ;
C'est lutter contre toutes les discriminations qui entravent l'égalité ;

En un mot, l'universalisme républicain, c'est clamer haut et fort que nous voulons à la fois « Plus de République » et « la même République pour tous ».

Chers amis le destin des Juifs de France est inextricablement lié à la réussite de la République : les Français juifs ont besoin de la République comme la République a besoin des Juifs.